



Urbanisme

«Le néolibéralisme a été incarné par des maires de gauche»

Gilles Pinson, politologue spécialiste des politiques urbaines

Depuis les années 80, de nombreux chercheurs en sciences sociales, principalement anglo-saxons, dénoncent les effets du néolibéralisme sur les villes. Explosion des inégalités, gentrification, éviction des populations précaires, envol des loyers, ghettoïsation des populations à la fois les plus riches et les plus pauvres... Le politologue spécialiste des métropoles

Gilles Pinson décrit l'évolution des politiques urbaines vers de plus en plus de compétition entre les territoires pour faciliter les investissements immobiliers et attirer les capitaux.

Gilles Pinson, professeur à l'institut d'études politiques de Bordeaux, synthétise dans son dernier livre ces critiques, les nuance parfois et tente d'y trouver des solutions. Dans son ouvrage «La ville néolibérale» (Editions PUF, 2020), il décrit cette évolution des politiques urbaines vers de plus en plus de compétition entre les territoires pour faciliter les investissements immobiliers, attirer les capitaux et encourager l'installation des groupes sociaux qui sont considérés comme étant les plus stratégiques dans cette nouvelle économie. «Contrairement à une vision simpliste qui sature les discours militants, ce n'est pas le démantèlement de l'Etat, mais la mise au service des institutions et des politiques publiques dans cet objectif de développement et de généralisation des mécanismes de marché. L'Etat ne disparaît pas du tout mais vient renforcer ces logiques dans les vastes domaines de la vie sociale», précise-t-il. Mais il prévient que ces bouleversements n'ont pas touché toutes les villes de la même façon et que les critiques dénonçant une dérégulation systématique des marchés urbains (logement, transport, eau...) ou un démantèlement complet des services publics «restent une vue de l'esprit».

01

Pourquoi les années 80 ont-elles été un moment charnière pour la gestion des villes?

Elles l'ont été surtout dans les pays qui ont été le plus directement frappés par l'application de programmes néolibéraux portés par des acteurs qui sont les incarnations du néolibéralisme: Margaret Thatcher au Royaume-Uni ou Ronald Reagan aux Etats-Unis. La bascule politique a eu lieu à ce moment-là. Mais les germes de la remise en cause du paradigme keynésien, qui avait plutôt vocation à fournir des services à une population dans un esprit de redistribution, sont clairs dès les années 60-70. Jusqu'aux années 80, cette conception de la politique, du marché, et de l'Etat, est étouffée par le keynésianisme triomphant. Mais elle commence à conquérir des positions dans l'administration et chez le personnel politique.

Pendant, l'application de ce programme néolibéral est très variable selon les pays. En France, on n'a jamais eu véritablement de candidat néolibéral affiché. Ces théories ont plutôt largement infusé dans un certain nombre de cercles, notamment administratifs. On a eu droit à un néolibéralisme gestionnaire, porté par de hauts fonctionnaires de l'ombre, plutôt que par des figures politiques. C'est au sein du Trésor, de la direction du budget du ministère des Finances, mais aussi de l'Insee, que les «économistes d'Etat» se sont convertis les premiers. Des recettes nouvelles, inspirées par le néolibéralisme, ont été appliquées pour corriger, à la marge, les défaillances du keynésianisme. Dans un premier temps, les institutions et valeurs fondamentales de ce dernier survivent, mais perdent peu à peu leur capacité d'organisation de l'action publique. On a pu observer un phénomène d'hybridation qui ne permet pas d'identifier et d'évaluer clairement ce que les nouveaux modèles d'action publique doivent aux approches néolibérales et keynésiennes.



R. ESCHER/LA GAZETTE

02

Comment s'est matérialisé ce virage néolibéral, en France, dans les politiques urbaines ?

Le néolibéralisme, en France, est présent dans les questions d'urbanisme, de grandes opérations d'aménagement, de logement... Comme on est dans un pays où il n'y a pas de régulation des loyers, de tradition historique de collectivisation des sols ou de préemption foncière systématique, le néolibéralisme a pris la forme de la compétition entre les municipalités dans le lancement de grands projets censés positionner les villes sur le marché des territoires. Le néolibéralisme, dans notre pays, est une continuation de logiques déjà présentes ailleurs auparavant, à travers un certain libéralisme dans les centres de gestion du foncier, auquel s'est ajouté l'entrepreneuralisme des maires à partir des années 80. Ils ont vu l'Etat se retirer de l'aménagement du territoire et ont pensé que le seul salut pour leur ville était de se lancer dans une compétition à coup de grands projets urbains.

03

Ce virage est-il plus marqué à droite qu'à gauche de l'échiquier politique ?

Politiquement, le néolibéralisme a plutôt été incarné par des maires de gauche, à leur corps défendant. La droite urbaine, en France est plutôt une droite notable un peu passive. Elle a tendance, dans les villes qu'elle contrôle, à gérer le statu quo politico-économique car il est porteur d'un statu quo électoral. La gestion est souvent très peu interventionniste. Ce sont donc plutôt les villes de gauche qui se sont lancées dans cet entrepreneuralisme urbain pour de très bonnes raisons: lutter contre le désengagement de l'Etat, se battre contre un phénomène de relégation de leur ville. Il ne faut jamais oublier qu'à cette époque, les villes perdent des habitants. Les maires vont essayer de réagir à cela. Ces politiques, qui avaient au départ vocation à contester les agendas de l'Etat, avec la piétonisation et la réintroduction du tramway, deviennent progressivement les composantes d'un agenda de la parfaite ville attractive et compétitive. Les grandes municipalités de gauche comme Lille, Lyon, Nantes sont donc devenues les bases du néolibéralisme urbain à la française.

04

Les élus pouvaient-ils faire différemment ?

Je ne suis pas certain car les villes qui ont essayé à l'époque, comme Saint-Etienne, se sont un peu épuisées. Faire le procès des maires sur la base de constats que l'on ne peut dresser que rétrospectivement est compliqué. Le plus important est de réfléchir aux correctifs pour renverser la tendance induite par ces politiques nées dans les années 80. Que des maires et des fonctionnaires locaux réfléchissent à un projet pour leur territoire n'est pas aberrant. C'est plutôt sain. Le retrait de l'Etat et la concurrence entre territoires ont poussé les élus à prendre en charge une réflexion collective localisée sur la fonction que pouvait avoir leur ville, dans un environnement plus concurrentiel. Ne jetons pas l'entrepreneuralisme avec l'eau du bain néolibérale. Surtout que cette évolution a permis de lutter contre l'installation de notables en politique.

Il faut plutôt réfléchir à la ségrégation urbaine et aux logiques d'éviction; poser la question de la captation de la rente foncière par les promoteurs et les propriétaires, et avoir des politiques foncières beaucoup plus ambitieuses. Et prévoir aussi de remunicipaliser des services urbains. Les villes sont des gisements d'extraction de rentes pour de grandes multinationales. Il s'agit, enfin, de réfléchir à des formes de solidarités territoriales sans forcément penser que c'est à l'Etat de le faire. On a, à Bordeaux, une polémique sur le fait que le maire aurait refusé l'installation d'un musée de dessins de presse, pour que la ville n'attire pas tous les équipements culturels et en laisse à d'autres types de territoires. C'est une manière de poser la question de la solidarité car, si on attend que l'Etat réinvente une politique d'aménagement du territoire, on peut attendre longtemps.

Propos recueillis par **Romain Gaspar**